



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-45722>

Département(s) de publication : **76**

Annonce n° **24-45722**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Metropole Rouen Normandie

Correspondant : MAYER-ROSSIGNOL Nicolas, Président

Adresse : Le 108, 108 allée François Mitterrand, B.P. 1180 76176 ROUEN

Coordonnées :

Téléphone : 0232764422

Télécopieur : 0232764429

Courriel : demat.marches@metropole-rouen-normandie.fr

Adresse internet : <http://www.metropole-rouen-normandie.fr/>

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.mpe76.fr>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Conseil, préparation, organisation et suivi éditorial d'un événement consacré à la culture du risque et à la résilience du territoire au sein de la MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE

Lieu d'exécution : Hangar 106 - 106 allée François Mitterrand et/ou Hangar 108 - 108 allée François Mitterrand, 76100 ROUEN

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : Il s'agit d'une relance suite à une précédente consultation déclarée sans suite : Avis BOAMP n° 24-29452 publié le 11 mars 2024 - Élaboration et animation d'un événement consacré à la culture du risque et à la résilience du territoire au sein de la Métropole Rouen Normandie, à l'occasion des 5 ans de l'incendie survenu sur les sites de Lubrizol et Normandie Logistique à Rouen. - Intégration d'un supplément rédactionnel dans les pages de l'édition en cours à la date de l'événement. - Plan média relatif à l'événement (insertions publicitaires dans les pages du journal, communication web, etc.). - Bilan : restitution quantitative et qualitative et synthèse des débats

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : L'enveloppe budgétaire maximum allouée s'élève à 40 000 euros TTC

Des variantes seront-elles prises en compte : Oui

Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

6 mois à compter de la notification du marché.

Section 5 - Conditions relative au marché

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Budget de la Métropole Rouen Normandie. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, une avance de 20% sera accordée au titulaire, à l'issue de la première réunion de validation du calendrier de travail tel que présenté dans le mémoire technique justificatif sous la forme d'un rétroplanning de travail, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services : Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature en complément de celles faites en français : français

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Prix des prestations : 50%
- Valeur technique : 40%
- Performances en matière de protection de l'environnement : 10%

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 13/05/2024 à 16:00

Délai minimum de validité des offres : 5 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 24-DICE-RRisqueMRN

Renseignements complémentaires : Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service DUME. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.marches-publics.info> Code NUTS : FRD22 Modalités d'ouverture des offres : Date: 14 mai 2024 Lieu :Marché périodique : NON Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires : NON Références du ou des projet(s) et / ou programme(s) :Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation : OUI Marchés réservés : NON L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : NONLa prestation est réservée à une profession particulière : Non Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert 76000 RouenCedex 1 Tél : 0235583500Mel : greffe.ta-rouen@juradm.fr Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Un recours pour

excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1) La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. Les candidats n'ont pas l'obligation de répondre à la solution de base. Ils peuvent présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes : La variante autorisée consiste en une modification, à l'initiative du candidat, de la solution de base et donc de certaines spécifications du cahier des charges ou plus généralement du dossier de consultation. Ces spécifications peuvent être très diverses et ne se limitent pas nécessairement aux seules spécifications techniques. Les variantes peuvent conduire à des propositions techniques plus performantes ou à des propositions financières plus intéressantes (voir les deux à la fois) que celles proposées dans le présent marché. Dans ce cas, le titulaire apportera des adaptations tout en respectant les exigences minimales indiquées aux Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). La variante pourra porter notamment sur le type d'animations ou d'échanges proposés (Formats, configurations). Elle pourra s'appuyer sur des modèles formulés dans l'article 2 de l'onglet Formats décrit dans le CCTP. Tous les documents remis par les candidats devront être rédigés en Français. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Le candidat devra proposer un mémoire environnemental répondant au(x) critère(s) environnemental(aux) tels que défini(s) dans le Règlement de Consultation conformément aux engagements du SPASER. La présente consultation ne fera l'objet d'aucune négociation. Une visite sur site(s) sera imposée dès la notification du marché. Les conditions de visites sont les suivantes : Un rendez-vous sera préalablement obtenu auprès de M. Damien ECLANCHER dont les coordonnées téléphoniques sont 02.32.76.44.32 Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.mpe76.fr> sous la référence : 24-DICE-RRisqueMRN

Section 14 - Informations complémentaires

Date d'envoi du présent avis à la publication : 17/04/2024